

Un coup d'épée dans l'eau?

En août 2018, la FAPEN¹, le SSP-RN² et le SAEN³, inquiets de certaines dérives de l'école neuchâteloise, ont décidé d'ouvrir le débat en lançant une initiative «pour une école équitable et efficiente».

Pierre-Alain Porret, président du SAEN



Mais il y a parfois loin de la coupe aux lèvres... Après les six mois de récolte accordés par la loi, le comité d'initiative regrette de devoir annoncer que les 4500 paraphe n'ont pas pu être récoltés à temps.

Alors tout ça, ça a servi à quoi?

Au-delà d'une légitime déception, les initiants se réjouissent des contacts utiles et intéressants que leur démarche a provoqués. Pour la première fois, nos trois associations ont œuvré ensemble à un projet novateur, c'est remarquable. Pendant un semestre, de nombreuses rencontres à tous niveaux leur ont permis de débattre sur les spécificités de notre système scolaire. Les médias se sont fait l'écho de nos préoccupations, les enseignants en ont parlé dans les salles des maîtres et les parents d'élèves ont pu y réfléchir. Les personnes qui se sont engagées dans la récolte des signatures ont rencontré la population dans la rue, discuté avec les autorités scolaires et argumenté avec les partis politiques.

D'une manière générale, une prise de conscience se fait jour de la complexité excessive des structures de notre école et du questionnement qu'il s'agit de lancer à propos de l'efficacité d'un système qui n'a cessé de s'alourdir depuis plusieurs années, en particulier depuis la régionalisation en 2012.

Oui, bon, et après?

Il ne faut pas se bercer d'illusions. La période des restrictions budgétaires n'est pas encore terminée pour notre canton. Et c'est justement le fossé qui se creuse entre un État aux prises avec des difficultés financières et une organisation scolaire compliquée, toujours plus coûteuse, qui nous interpelle. Si les moyens diminuent, assurons-nous que les ressources soient attribuées là où les besoins sont les plus évidents, dans les classes, sans

gaspillage administratif inutile. Certains, à juste titre, nous ont fait remarquer que la relative indépendance accordée actuellement aux cercles scolaires permet l'émergence de pratiques différenciées et adaptées aux contextes régionaux. C'est une réalité que nous saluons. Nous aimerions d'ailleurs que les meilleures pratiques locales puissent être généralisées. Toutefois, nous voyons aussi se creuser certaines inégalités entre régions. Dans ce sens, nous continuerons de rappeler la nécessité d'une meilleure collaboration entre le canton, les communes et les directions. Et comme le système actuel ne sera pas remis en question prochainement, nous rechercherons activement des solutions sectorielles, de cas en cas.

Et pour les enseignants?

Depuis plusieurs années, nous faisons face à de profonds bouleversements dans notre pratique quotidienne. De très nombreux chantiers (introduction du PER et des MER, nouvelle évaluation, réforme du cycle 3...) ont mobilisé toute l'énergie des acteurs de l'école. Nous ressentons très fortement la lassitude du corps enseignant et sa difficulté — dans ces conditions — à envisager une remise en question d'une organisation de l'école certes imparfaite, mais qui fonctionne. De nombreux collègues souhaitent maintenant respirer un peu, tout en sachant que d'autres changements se profilent encore, comme le défi de la numérisation. Alors? Ne baissons pas les bras, et continuons à rêver d'une école qui donne à chaque élève les meilleures chances de s'épanouir!

(Lire aussi page suivante)

¹ Fédération des Associations de Parents d'Élèves Neuchâtelois

² Syndicat suisse des Services Publics — région Neuchâtel

³ Syndicat Autonome des Enseignants Neuchâtelois

Pilotage de l'école: le combat continue

Les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves ont donc annoncé le non-aboutissement de l'initiative «Pour une école équitable et efficiente»¹. L'aventure est donc suspendue à mi-course.

Lancée l'été dernier, l'initiative populaire cantonale «Pour une école équitable et efficiente» a ouvert le débat sur la problématique de l'organisation de l'école neuchâteloise, l'une des plus onéreuses de Suisse en raison d'une structure plus complexe depuis sa régionalisation en 2012. Pour rappel, l'école a alors été divisée en cercles scolaires communaux ou inter-communaux, amenant à la création de sept entités, chacune avec sa direction placée sous autorité communale; une excentricité neuchâteloise!

La population – particulièrement les familles – a perçu une injustice dans l'accès aux prestations et des inégalités de traitement pour les élèves (accès au soutien, notamment), souvent liées à l'état des finances communales, mettant à mal le principe même de l'école publique

De plus, l'enchevêtrement du triple pilotage du système (établissement, commune, canton) a débouché sur la mise en place d'un arsenal administratif dispendieux. Les coûts de fonctionnement annuels de l'école obligatoire ont ainsi bondi de plusieurs dizaines de millions de francs, alors que les moyens engagés dans les classes au profit des élèves restent parmi les plus modestes du pays.

Message reçu

Paradoxalement, pourtant conscients de tout cela, bien des collègues ne sont pas entrés dans la démarche de l'initiative, ayant perdu toute confiance en leurs autorités. Ainsi, par cohérence avec les réticences exprimées par la base, le comité du syndicat a décidé de limiter son propre investissement dans la récolte de signatures dans la rue.

Visiblement, de nombreux enseignants pensent plus aisé de se défendre dans leur région et refusent de donner davantage de pouvoir au canton. Nous comprenons évidemment cette analyse, mais il faut aussi savoir que la complexité du pilotage – la prééminence régionale – complique beaucoup notre travail au service des membres. C'était d'ailleurs l'une de nos motivations essentielles au lancement de l'initiative.

Les raisons de la défiance des enseignants envers le canton sont nombreuses, notamment:

- L'épuisement dû aux nombreuses réformes imposées, peu réalistes, non abouties et menées sans financement suffisant;

- Le manque de moyens dans le soutien aux élèves en difficulté face à l'augmentation de leur nombre;
- La perception d'une menace sur l'existence des classes spéciales et terminales;
- La dégradation des conditions de travail et de la rémunération, déjà la plus basse de Suisse;
- L'explosion de la surcharge administrative.

Et maintenant?

Même si l'initiative n'a pas abouti, nous restons convaincus que l'organisation de l'école neuchâteloise doit être améliorée et qu'il faut dépasser le stade de la régionalisation de 2012. Nous considérons que l'État doit assumer son rôle de garant de la cohérence pédagogique de l'école neuchâteloise. Une gestion plus efficace doit également permettre d'orienter en priorité les ressources au service de la pédagogie pour le bien des élèves.

Dès lors, avec le SSP et la FAPEN, nous continuerons à nous battre, par d'autres moyens, notamment pour obtenir:

- Une attribution équitable des moyens de soutien ordinaire tenant compte des disparités socio-économiques des régions, dans un cadre garantissant l'accès à une aide adéquate pour les élèves en difficulté, quel que soit leur lieu d'habitation;
- La mise en place d'une plateforme informatique unique, simple et efficace pour l'ensemble des cercles scolaires;
- Une analyse de l'augmentation des coûts de gestion de l'école après la mise en place de la régionalisation. Cela peut être réalisé en exploitant les données recueillies par l'Administration fédérale des finances (AFF) s'appuyant sur le modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2).

(com.)

¹ Voir le billet du président

La parution du compte-rendu de la rencontre du cycle 3 est reportée à un prochain numéro pour confronter nos constats et propositions à ceux qui auront été tirés par l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP), dont la publication est imminente.

Les prochaines activités...

... vont l'amener à accomplir une tâche du début à la fin¹

La nouvelle année à peine entamée, la «saison des carnets» a causé un certain nombre de migraines parmi les enseignants, particulièrement au cycle 2. L'explication est toute bête: une information déficiente a empêché les collègues de remplir leur tâche sereinement.

Brigitte Tisserand

Si le cycle 1 est dans le bain depuis déjà quelques années et que les documents y ont été adaptés aux demandes du terrain, il en va autrement au cycle 2. Pour beaucoup d'entre nous, il s'agit d'un chamboulement total de nos pratiques, auquel il faut s'adapter. Découlant de l'introduction du PER, l'évaluation par compétences est une nouvelle façon d'observer les élèves.

Pour nous, la remise en question est importante et dépasse le cadre de l'évaluation. Si on veut être conséquent, la manière d'enseigner elle-même doit être repensée. Cerise sur le gâteau, les inévitables défauts de jeunesse des outils informatiques complexes accompagnant ce changement radical contrarient les meilleures volontés...

Malheureusement, une fois de plus, notre canton n'a pas pu mettre les moyens nécessaires pour accompagner ce changement de cap. Les propositions de formations facultatives envoyées aux directions ont été mises en place avec un zèle variable. Et ne nous leurrions pas: les collègues peu convaincus par la démarche ne sont à coup sûr pas les premiers à s'inscrire à une formation supplémentaire, généralement sur «temps libre», alors qu'on nous impose par ailleurs une quantité pharaonique de nouveautés.

Au manque de formations – aux nouveaux outils informatiques comme à la philosophie elle-même et à sa mise en œuvre – s'est ajouté le fait que de nombreux enseignants qui entraînent tout juste dans le système n'ont même pas reçu les informations de base! Ainsi, les titulaires ont dû contacter leurs collègues spécialistes pour leur expliquer ce qui est attendu de leur part et les épauler dans la découverte des ressources à disposition.

Ceux qui avaient déjà eu l'occasion d'expérimenter un peu la nouvelle évaluation n'ont pas bénéficié de davantage de considération puisque, par endroits, la communication de l'existence de nouveaux programmes plus conviviaux comme *Folio* n'a été que vaguement évoquée, noyée dans un flot d'informations plus ou moins significatives.

Du côté des syndicats, nous attendons toujours une évaluation (!) de la transmission des informations aux parents qui, nous semble-t-il, pourrait être plus digeste. À force de bâcler le travail d'accompagnement, il ne faudra pas s'étonner de voir les enseignants «jeter le bébé avec l'eau du bain». Ainsi, pour ma part, je coche «Progresses avec difficulté»¹.

¹ formules extraites du document évaluation-bilan

Dur, dur d'être étudiante!!!

Depuis cinq ans, face à la pénurie croissante de remplaçants formés, les cantons de l'espace BEJUNE ont recours à des étudiantes¹ de 3e année de la HEP.

Les leçons remplacées dans notre canton sont rétribuées Fr. 56.– la période au lieu de Fr. 61.– au tarif normal... Le salaire n'est d'ailleurs pas versé à la remplaçante elle-même, mais à une caisse commune gérée par la HEP qui prélève au passage Fr. 140'000.– de «frais administratifs» (une honte!). Mais ce n'est pas tout.

À la sortie de la HEP, si une enseignante ne peut présenter immédiatement l'ensemble de ses diplômes à sa direction, on retiendra 15% sur ses premiers salaires; une somme rétrocédée lorsque tous les papiers seront «tip-top». Enfin, si une jeune enseignante est appelée à enseigner une ou deux périodes dans une branche qu'elle n'a pas pu suivre à la HEP: hop, on lui retient encore 15% jusqu'à la fin d'une hypothétique formation additionnelle!

N'en jetez plus! Quand nos jeunes collègues seront-elles enfin considérées comme d'authentiques professionnelles et plus comme des apprenties?

¹ On se permet de féminiser pour des raisons d'effectif.

la
vigie



Les leçons du Maestro

Pierre Graber

Au milieu des années 80, alors que j'habitais à Colombier et enseignais à Gorgier, une fois par semaine, le lundi, j'emmenais un collègue dans ma voiture. Un jour, j'ai partagé avec lui l'écoute du *Stabat Mater* de Pergolesi qui venait de paraître en CD, le support innovant de l'époque. Tellement nouveau que mon auto était encore dépourvue de lecteur et que j'avais dû copier la galette sur une cassette!

C'est ainsi que j'ai découvert Claudio Abbado. Mon collègue a également cédé au charme de cette musique et celle-ci a rituellement accompagné nos trajets jusqu'à mon déménagement quelques années plus tard...

Peu de temps après, Claudio Abbado a été appelé à la tête de l'Orchestre philharmonique de Berlin où il a pris la succession de l'illustre Herbert von Karajan. Même si le chef italien avait déjà eu l'occasion de diriger plusieurs fois l'ensemble, le choix opéré par les musiciens a surpris tout le monde, à commencer par le grand favori, qui a dû annuler en dernière minute la conférence de presse prévue pour remercier l'orchestre de l'avoir désigné...

En ce qui me concerne, j'ai un peu perdu de vue Claudio Abbado jusqu'à son départ de Berlin et ses ennuis de santé, suivis d'une rémission en une décade miraculeuse dans le cadre du festival de Lucerne. Tirant alors profit d'un orchestre d'une qualité extraordinaire, le chef nous a gratifiés d'une somme d'œuvres tout aussi exceptionnelles. Au point de me réconcilier avec Mahler, dont Visconti m'avait détourné.

Quel rapport avec notre revue?

Mon intérêt pour Claudio Abbado m'a amené à établir des parallèles entre sa profession et la nôtre. Après tout, dans un certain sens, les musiciens sont un peu les élèves du chef.

Or, comme chez les enseignants, il y a plusieurs types que je résumerai à deux: les dictateurs ou tyrans et les démocrates.

Les Berlinois qui avaient subi un dictateur durant 34 ans ont opté pour un démocrate en choisissant Abbado. Celui-ci a toujours montré un respect infini pour ses musiciens et il disait d'ailleurs vouloir «*Zusammen musizieren*».

Antonello Manacorda, violon solo du Mahler Jugend Orchester: «Nous attaquons la 8e symphonie de Dvořak. Mesure 12, ça ne marche pas. Abbado se tourne vers moi: Que fait-on? J'étais là à 20 ans, pour la première fois de ma vie *Konzertmeister*, sans aucune expérience. Et l'un des plus grands chefs de l'époque me demande: que peut-on faire? J'ai plus appris à ce moment que partout ailleurs. La solution dans un problème musical est dans le musicien.»

Herbert von Karajan a un palmarès exceptionnel, mais Claudio Abbado aussi... tout en développant de surcroît des valeurs humaines. Il en va de même en classe. J'ai



© Riccardo Musacchio (EFE)

eu la chance de pouvoir faire participer les élèves à leur propre développement. Pour être honnête, c'est désormais devenu très difficile, voire impossible au cycle 3 avec des horaires hachés qui excluent pratiquement tout projet de ce type. Alors, pour préserver la santé de l'enseignant, il est conseillé d'opter pour l'autre formule, mais la crise des gilets jaunes montre qu'elle a aussi ses limites...

La partition dans la tête ou la tête dans la partition?

La mésaventure survenue récemment à plusieurs collègues m'a remis en mémoire un entretien au cours duquel Abbado cite le chef Antonio Guarneri pour expliquer qu'il dirige sans partition.

À l'occasion d'une visite dans leur classe par un membre de leur direction, des collègues émérites et expérimentées ont récemment été priées de présenter leur découpage annuel, ainsi que leur préparation écrite pour les leçons observées! Et gare à la présentation! Cela m'a rappelé que mes meilleurs moments pédagogiques ont toujours été le fruit de développements spontanés initiés par des échanges avec les élèves... parce que j'étais en relation avec eux. À l'inverse, mes séquences les plus préparées, reposant sur des canevas pourtant bien structurés ont le plus souvent débouché sur des leçons frustrantes pour tout le monde (élèves, enseignant et visiteur).



© Marco Caselli / Nirmal / ANSA